



L'opposition congolaise manifesterà samedi 2 juin à Paris contre la tenue du prochain sommet de la Francophonie organisé en République démocratique du Congo (RDC). L'Apareco et le mouvement des Patriotes Résistants Combattants demandent à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) de « renoncer au maintien du sommet à Kinshasa dans le contexte actuel

« . L'opposition dénonce

«

les fraudes massives

« , «

les violences et les assassinats

» durant les dernières élections de novembre 2011.

La diaspora congolaise, opposée au régime de Kinshasa, manifesterà ce samedi devant le siège de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) à Paris. Les organisateurs de ce sit-in, l'Apareco (d'Honoré Ngbanda) et la mouvance Patriotes Résistants Combattants, souhaitent protester contre « *le projet indécent et scandaleux de la tenue du prochain Sommet de la Francophonie* » en République démocratique du Congo du 12 au 14 octobre 2012 à Kinshasa.

L'opposition dénonce le climat politique délétère qui règne à Kinshasa, après un scrutin électoral « *chaotique* » et « *peu crédible suite à des fraudes massives, des cas de violences et d'assassinats* » . L'Apareco estime « *ne pas comprendre que les mêmes chefs d'États et de gouvernement qui avaient tous boycotter la cérémonie d'investiture de Joseph Kabila le 20 décembre 2011*

« , participent à ce sommet. Les manifestants demanderont donc à l'OIF à « *renoncer au maintien de ce sommet (...)*et appelle le chef de l'État français, François Hollande, à faire preuve de fermeté en ne cédant pas au gouvernement d'occupation présidé par Joseph Kabila

« .

Pour l'heure, Kinshasa continue activement les préparations du sommet en collaboration avec

l'Organisation Internationale de la Francophonie. Du côté de l'Elysée, rien n'a encore filtré sur la présence ou non de François Hollande dans la capitale congolaise. L'ambassadeur de France en RDC, Luc Hallade, estime sur RFI « *qu'il n'y a pas de mise en cause à ce stade, de quelque participation que ce soit* » . L'ambassadeur a consulté le cabinet du président français qui lui a répondu que « *la ligne était la même que celle que je défends, c'est-à-dire de soutenir effectivement une participation au plus haut niveau, de notre Etat, comme des autres Etats* » .

Avec ou sans François Hollande, une chose est sûre, le sommet de Kinshasa sera sans doute la dernière « *fenêtre de visibilité médiatique* » de l'opposition congolaise pour faire pression sur le président Kabila.

Christophe RIGAUD